6. Il fait voir les difficultés que rencontreraient nos divisions de guerre, qui ne sernient formées comme telles que lors d'une mobilisation. Il dit que les troupes qui vont camper tous les ans constituent des groupes hétérogènes sans aucune organisation dans la formation des différentes armes et que "les diverses armes ne paraissent pas coopérer cusemble à un dégré suffisant". Cela est évidemment exagéré, mais il y a du vrai dans ce qu'il dit là.

7. L'inspecteur général considère qu'il devrait être y avoir un état-major dans chaque division. Il termine en disant que l'état de choses actuel rendrait "impos-

sibles une rapido mobilisation et une prompte action".

8. Les recommandations de l'inspecteur général concordent parfuitement avec la politique que le Conseil de la Milice a adoptée et qu'il s'est tonjours efforcé, comme

vons le savez, de mettre en pratique.

9. Depuis que le Conseil a été constitué, il s'est constaumment appliqué à corriger les défunts dans l'organisation, eu commençant tout d'abord par les brigades de toutes les armes. Il s'est aussi efforcé (quoique pas tonjours avec succès) de tourner les aspirations de ceux qui désiraient s'enrôler dans la miliee dans la direction propre à assurer la formation d'unités de l'arme dont on avait le plus besoin dans telle ou telle section du pays.

10. De même, la coopération entre les diverses armes n'a pas été perdue de vue et fait partie du programme d'instruction, mais peut-être n'a-t-elle pas été poussée aussi loin qu'elle aurait dû l'être—tandis que l'acquisition de terrains de campement où les trois armes pourraient faire ensemble l'exercice est une question qui a également

regu toute l'attention possible.

11. En ce qui concerne l'état-major, l'inspecteur général n'indique pas clairement les points sur lesquels le système adopté au Canada diffère de celui qui est suivi en Angleterre. L'Angleterre, en dehors du ministère de la Guerre, est divisée en circonscriptions. Tout le travail général d'administration est fait aux chefs-lieux des circonscriptions, où les chefs des services et des départements ont leurs bureaux, et chaque circonscription comprend une on plusieurs divisions (on d'antres corps organisés) dont les états-majors s'occupent uniquement de leurs affaires internes. En réalité. l'état-major de chaque circonscription au Canada ressemble beaucoup, tant dans sa composition que quant an système suivi, à l'état-major d'une circonscription d'Angleterre, bien que son personuel soit moins considérable; mais, chez nons, à l'heure qu'il est. l'état-major de chaque circonscription administre aussi un des districts dont elle est composée, et nous n'avons pu jusqu'ici organiser des états-majors divisionnaires. Cette lacune, cependant, sera comblée dès que l'on aura suffisamment d'officiers d'état-major. Il a toujours été entendu que l'on constituernit tôt ou tard un état-major séparé pour chaque district compris dans une circonscription et que. lorsqu'un district renfermerait une division pour le service en campagne, l'en formerait un état-major qui serait, pratiquement parlant, un état-major divisionnaire.

12. Comme vous le voyez, le Couseil de la Miliee suit réellement le système qui

a été adopté en Angleterre et que recommande l'inspecteur général.

13. Par conséquent, il s'agit simplement de savoir jusqu'ù quel qoint il est possible, dans le moment, de prendre les autres mesures qu'il suggère pour atteindre l'objet que nous nous accordons à considérer comme essentiel.

14. Dans son annexe "C". Sir John Freuch indique comment les troupes actuelles de la région orientale du Canada devraient, d'après lui, être organisées. Il ne dit pas clairement s'il est en faveur du maintien ou de l'abolition des états-unijors de circonscriptions, mais comme l'élimination de ces états-majors constituerait uno déviation au système anglais et impliquerait la disparition des chefs de service et de départements, dont ou n'aurait pas besoin pour les états-majors divisionnaires, et étant donné que notre politique bien arrêtée est d'assimiler notre système